A l'échelle nationale, le 5 Septembre, 107ème jour de la plate-forme parcoursup, et dernier jour de la procédure principale, seulement 63 % des candidat.e.s (511 228 inscrit.e.s) avaient accepté définitivement une affectation, 9 % (71 804 inscrit.e.s) étaient en attente d'une meilleure affectation que celle qui leur avait été assignée, 1 % était accompagné, 9,6 % (7 745 inscrit.e.s) attendaient toujours une place dans le supérieur, 4,9 % étaient sur liste d'attente et honteusement qualifié.e.s par le ministère d'«inactifs », et 22,4 % avaient abandonné la plate-forme (181 757 inscrit.e.s).

A l'échelle locale, à l'Université de Montpellier, les informations sont données au compte-goutte. Le VP FVU nous annonçait lundi 17 Septembre en Comité Technique 40 400 candidatures pour 6 500 places proposées, capacité d'accueil en L1 plutôt limitée pour une université de 47 000 étudiants en tout. Nous n'avons aujourd'hui aucune visibilité sur le devenir de ces candidats. Un grand nombre a été appelé au fil de l'eau durant l'été, au fur et à mesure que des places se libéraient. 5 935 candidats ont finalement été appelés, 5 845 ont accepté et 5 300 seulement sont déjà inscrits.

On se rappellera donc bien de 2018 comme l'année du désastre #Parcoursupercherie !

On se rappellera enfin, qu'après des années destructurantes de passage aux RCE, de création des PRES puis des COMUE, de fusions et de course aux IdEX, l'année 2018 sera celle de l'abandon de toutes valeurs universitaires en permettant la création de nouveaux établissements contournant le statut des universités dans le cadre de regroupements expérimentaux. Rendu public le 11 Septembre dernier, le projet d'ordonnance a pour objectif de renforcer le mode de gouvernance managérial dans des établissements, mélangeant public et privé, par la mise en place de présidents pouvant être élus à vie, à la majorité relative, et dans le cadre d'une gouvernance majoritairement acquise aux personnalités extérieures nommées. Le pire est donc peut-être encore à venir !

Et le meilleur ?

Le meilleur, pour certains, serait la participation de notre université à l'I-site MUSE. Mais ce meilleur est-il vraiment partagé par tous ?

Aujourd'hui, comment admettre que d'un côté, certains projets soient généreusement financés alors que de l'autre, on nous impose une baisse globale de nos budgets, en particulier dans les composantes d'enseignement ? Comment admettre les « pré-notifications budgétaires » du VP CA, -5% sur les heures complémentaires, -6% sur le fonctionnement, -15% en investissements ? Comment admettre -15% de baisse dans nos départements d'enseignements alors que justement c'est bien là que réside la première des missions fondamentales de l'université, celle d'enseigner ?

Comment admettre aussi que certaines compétences de l'UM, du CROUS ou de l'inter-université (programmes incitatifs, animation de la vie étudiante, innovation pédagogique, accueil des étrangers, collège doctoral, …) soient confisquées par l'I-site MUSE, dont la gouvernance fait fi de toute collégialité et joue l'individualisme plutôt que la solidarité ?

L'année 2019 sera-t-elle finalement pire que l'année 2018 ? La construction des maquettes LMD5 où, par exemple en licence, l'on nous demanderait de passer de 1800 h à 1500 h s'annonce en tout cas des plus douloureuses.

Le Snesup-FSU en appelle à un sursaut de chacun et chacune à l'Université de Montpellier. Cette université est la nôtre. Nous y avons toutes et tous des missions de service public en Recherche et Enseignement. Pour sauver ce qui peut encore l'être et défendre nos missions, reprenons la main. Partout où cela est encore possible, reprenons les directions et les conseils de notre université. Ce sera tout l'enjeu des élections professionnelles et dans les conseils centraux en cette fin d'année. Il n'y a pas de fatalité !

Plus d'infos :
www.snesup.fr